

QUELLE SECTORISATION ?

expression, un vocabulaire, des institutions, alors le secteur se renouvellera dans ses hommes, dans ses institutions, dans sa manière de vivre. Jusqu'alors, on a réduit les exclus au silence, ou bien on les a récupérés (Mai 68, que de fausses réformes ont été accomplies en ton nom !), il s'agira maintenant de les reconnaître socialement, ces « inadaptés » physiques, mentaux, sociaux, d'aller à leur rencontre. C'est dans sa manière de traiter ses exclus, ses marginaux, que, déjà, on peut reconnaître une civilisation, une culture, un humanisme ; ce sera maintenant par notre manière d'accueillir, de vivre avec ses exclus, ses marginaux, ses fous, qu'on pourra, ou non, continuer à vivre en homme dans nos grandes villes.

Patrick GIROS.

Quelle sectorisation ?

PAR PATRICK GIROS

NOYÉ dans ses interventions ponctuelles, le travailleur social ressent douloureusement ses échecs : auprès de certaines familles, pour éviter la marginalisation totale des enfants, il faudrait un travailleur social pour les décisions les plus élémentaires. Lors même que des foyers de délinquance, de pathologie semblent s'éteindre ici, il en renaît là, tout à côté. Contagion, besoin : certains secteurs font proliférer les « cas sociaux ».

De l'autre côté, les responsables de la cité, conscients de leurs devoirs, organisent les services sociaux dans le souci d'une rentabilité économique : les municipalités invitent les clubs de prévention, les parents d'enfants handicapés fondent des institutions, les services sociaux prolifèrent au point que l'enveloppe demandée à l'Etat devient inquiétante. Il faut rationaliser cette nouvelle production, organiser ces services entre eux, permettre une concertation.

Les travailleurs sociaux veulent organiser leur profession et créent localement des équipes pluridisciplinaires soucieuses de conjuguer leurs interventions, d'éviter les catastrophes, de permettre une pression plus claire sur l'utilisateur. Les pouvoirs publics prennent le problème en main au niveau des institutions : tant de débiles profonds, tant d'institutions ; tant de cas, tant de solutions. Et l'on s'inquiète : l'intervention du travailleur social semble multiplier les cas ; l'enveloppe s'agrandit sans cesse, sans qu'on puisse bien en mesurer la rentabilité humaine.

La sectorisation est à l'horizon, point de rencontre du travailleur social et des pouvoirs publics : une combinaison astucieuse de multi ou de pluridisciplinarité, quelques institutions-pilotes, pas mal d'argent, vont créer le secteur social, avec sa hiérarchie, ses pouvoirs, ses vedettes, son jargon : mais où sont les usagers ? Et la mentalité d'assistance ne demeure-t-elle

QUELLE SECTORISATION ?

pas toujours la même, prenant simplement un peu de hauteur, un peu de force ? Quand on découpe la ville en secteurs, on a seulement l'impression de dominer le problème des inadaptés, on l'organise, on ne le comprend pas.

La question est importante et grave : aujourd'hui les pressions culturelles, notamment grâce aux mass-media, permettent une manipulation efficace de l'ensemble des habitants d'une cité, d'une région, d'une nation. Comment l'action sociale sur les inadaptés va-t-elle permettre d'éveiller ou d'étendre les sous-cultures qui naissent, les contre-cultures qui se pratiquent ? Aujourd'hui, dans les pays industrialisés comme dans les pays en voie de développement, les pressions politiques peuvent devenir rationnelles. Comment l'action sociale sur les exclus, les marginaux va-t-elle permettre de les récupérer, de les reconnaître ?

★

Au long de notre expérience d'équipe-rue de prévention spécialisée sur Paris, nous avons pu apprécier et commencer à inventer la sectorisation du côté des usagers, reconnaître les pressions locales des différents pouvoirs : sortant d'une mentalité d'assistance, de soin aux plus marginaux, nous avons pris conscience d'un nouveau pouvoir et des mécanismes tendant à le récupérer, à le confisquer, à le réduire. Avant d'essayer de proposer un type de secteur, je voudrais simplement rendre compte de quelques découvertes au long de l'action.

Il est difficile, si l'on est généreux, de ne pas s'identifier aux victimes, aux exclus que l'on rencontre quotidiennement. Ceux d'entre nous qui ont vraiment tenté d'être animateurs dans la rue, en ont pris le langage, les habitudes vestimentaires, certains horaires. Ceux qu'on appelle les « voyous » exercent une attirance tout à fait singulière sur les autres jeunes du quartier ; le simple fait d'être connu par les « voyous » vous donne un prestige très curieux. C'est que l'on ne rencontre auprès d'eux aucun des préjugés dont on est imbibé : à leurs côtés, on se défait d'un certain nombre d'habitudes culturelles absolument inutiles. L'acide de la rue décape les personnalités, les révèle au point d'entraîner la fuite éperdue des apprentis-éducateurs, la crise de conscience ou la prise de conscience politique. Ceux qui fréquentent habituellement la rue révèlent les habitants de la ville à eux-mêmes : on en a peur, on les méprise, on parle d'eux, on se défend.

Par contre, si l'on ne veut pas sombrer dans la démagogie,

PATRICK GIROS

sont très fécondes entre les syndicats, les associations familiales et les animateurs sociaux). Il s'agit en effet de donner sa peau pour que les habitants d'un secteur, prenant conscience de leur situation et de leur responsabilité, inventent les solutions les meilleures pour que grandisse la qualité de la vie publique et privée. Que de tentations sont possibles, que connaissent également les militants syndicaux : prendre le pouvoir à la place des usagers, favoriser le désordre et l'agitation inutiles, l'idéologie ou la démagogie. Il semble pourtant que la demande des travailleurs sociaux, qu'on leur reconnaisse une fonction sociale, permet un grand espoir. Par ailleurs, les secteurs sauront recruter parmi leurs habitants les hommes de la situation. Il est difficile de servir la population sans la flatter pour en profiter, sans l'orienter pour prendre le pouvoir.

Mais le côté utopie n'apparaît-il pas trop dans la part réservée aux usagers ? Regardez, dans nos écoles, les parents ne viennent pas aux réunions ou, s'ils viennent, c'est uniquement pour entendre parler de leurs chers petits ; ils sont plus hostiles au changement que quiconque. Mais qui donc leur a dit de se tenir droits, de manger proprement et de dire bonjour à la dame ? Depuis longtemps, et de plus en plus, les décisions concernant la vie la plus quotidienne sont prises au sommet : le feu rouge devant l'école, le square, le stade, le lycée, la maison de jeunes, l'entreprise. Les seuls actes libres sur un secteur se réduisent à des violences : on m'a raconté comment, dans un square de notre quartier, la population avait mis un an à peu près à démanteler un bâtiment ayant servi de garderie pour les enfants le jeudi et qui avait été brusquement fermé — on a beau jeu de parler de vandalisme. Les usagers doivent récupérer leur dignité : ils vont bientôt se lever pour se rassembler et s'organiser, si on ne les rassemble pas de force. Certains des usagers vont assurer un leadership naturel auprès de leurs égaux ; les travailleurs sociaux, sans cesse, rechercheront ces nouveaux leaders pour qu'ils aménagent une nouvelle manière de vivre sur leur secteur.

Mais, diront les sceptiques, vous allez encore mettre en marche une nouvelle machine qui valorisera peut-être une nouvelle élite, mais très bientôt, à son tour, cette nouvelle élite exploitera l'ensemble de la population, nous le voyons bien dans les différentes républiques socialistes. C'est un risque, en effet, et il est redoutable, mais c'est ici que les « inadaptés » d'hier vont trouver leur fonction sociale.

Si les usagers savent rester fidèles aux recherches des marginaux, des exclus, si les usagers veulent comprendre le langage de la révolte et tenter avec les exclus de lui trouver une

QUELLE SECTORISATION ?

relation avec les autres, à se désagréger socialement. L'action globale sectorisée veut faire, au contraire, confiance aux usagers ; les usagers sont alors les premiers sujets du pouvoir, les travailleurs sociaux se chargent de l'organiser, d'en permettre une expression rationnelle, pour que les pouvoirs publics prennent la décision qui convient.

Mais n'est-ce pas masquer la lutte des classes ? La lutte politique est esquivée, elle se noie dans une organisation sociale dont la bonne volonté trop évidente dissimule l'exploitation de la classe ouvrière. Vous n'avez pas bien lu : cette organisation d'action sociale révèle au contraire les conflits, non pas certes à leur niveau idéologique, mais là où ils sont de fait, dans la vie quotidienne sur le secteur, dans les entreprises, dans les immeubles, dans les boutiques, au marché, à la mairie, à la Préfecture.

Le secteur, en effet, n'est plus ce monstre à cent têtes où l'on ne sait plus du tout qui est responsable de quoi, il se renouvelle constamment par la découverte de nouveaux problèmes humains, la recherche de leur signification et la proposition de solutions adéquates à un moment donné, en un lieu donné. Il est clair que les conflits de classe existeront, mais ils seront posés par la population elle-même avec ses travailleurs sociaux. Le renversement de perspective, qui consiste à faire confiance aux usagers comme premiers sujets du pouvoir, entraînera progressivement la prise de la parole des usagers dans de petits groupes locaux de parents d'élèves, de locataires, d'usagers d'équipements sociaux, culturels... A condition que leur parole ait une certaine efficacité dans les squares, dans les centres sociaux, dans les rues, dans les boutiques, un certain nombre de citoyens prendront conscience de nouveaux problèmes et inventeront les institutions capables de répondre à ces nouveaux besoins ; ils rencontreront également leurs homologues des secteurs voisins et seront conduits à une prise de conscience plus globale, plus politique de leur action. Sur le secteur même, reflouriront tout naturellement des relations plus humaines : les habitants, au lieu de se méfier et de s'exploiter, se reconnaîtront des problèmes communs, des solutions communes possibles ; ils vérifieront l'intérêt de se rassembler éventuellement pour lutter, toujours pour mieux vivre.

Mais n'est-ce pas donner trop d'importance aux travailleurs sociaux, incapables d'une telle mission ? L'action globale sectorisée requiert, en effet, de la part des travailleurs sociaux, un certain « militantisme » qui s'apparente certainement avec le militantisme syndical (au Québec, d'ailleurs, les relations

PATRICK GIROS

on s'aperçoit aussi que les marginaux, les exclus sont également responsables de leur destin. Leur révolte, leur cri ne suffisent pas : il leur faut s'organiser entre eux, inventer de nouveaux services, de nouvelles institutions, une nouvelle manière sociale de vivre. J'ai rencontré une association qui voudrait garder pour elle, capitaliser cette révolte, ne permettre aux exclus que de se retrouver entre eux : cela reviendrait à faire un paradis sur terre, c'est une illusion redoutable et malhonnête.

Il nous a fallu d'abord constater le conflit normaux-anormaux, pour le refuser et reconnaître aux exclus leur dignité. Dieu soit loué, nous sommes tous des anormaux en quelque coin du cœur ! Il faut avoir su se taire sans crainte avec un débile profond, avec un groupe de drogués pour commencer à parler ; il faut se taire longuement pour qu'ils parlent, pour qu'ils échangent, pour que nous puissions comprendre. Mais quelle est donc cette dignité ? Certains voudraient les voir rejoindre le monde de la consommation, d'autres le monde de la production, je croyais plutôt qu'il s'agissait de nuit et de lumière, c'est bien plus que cela.

Il nous faut trouver une théorie du travail social, c'est entendu, il nous faut sortir de cette « assistance » maudite qui enferme les populations dans leur misère, dans leurs maux, dans leurs maladies, pour celui qui assiste comme pour celui qui est assisté. Ne nous précipitons pas pour trouver une nouvelle théorie, une nouvelle idéologie du travail social : les intellectuels doivent sans cesse re-connaître les aspirations populaires ; les marginaux, quant à eux, vont sans cesse les organiser, leur trouver un langage, une action.

Mais quelle est donc cette dignité des exclus ? N'existent-ils que pour prouver qu'autour de nous, il y a toujours des plus malheureux, des plus abandonnés, des plus défavorisés, et donc qu'après tout, nous ne sommes pas si malheureux que ça ? Il est vrai que déjà c'est une consolation, un espoir, mais il ne s'agit plus de dignité puisqu'on en fait des repoussoirs utiles. Mais quand on dit que, dans ce monde en changement, il ne faut plus sélectionner les élites car on multiplie les déchets et qu'il y aura bientôt tellement d'ordures que plus rien ne sera propre et que tout sautera, n'est-ce pas le même argument, finalement un peu sale ?

Le mépris des exclus, des marginaux est vraiment polymorphe : depuis celui qui « donne pour les œuvres » jusqu'à celui qui « veut lui casser la gueule » en passant par tous les « nyaquas » du camp de travail, de la faute aux parents et du sacré parti... Au niveau des pouvoirs publics ou privés, ils n'existent pas : c'est tellement plus simple. Les lois ont été

justement faites pour être appliquées, sans cela c'est le désordre, l'anarchie. Les juges sont heureusement plus humbles, au moins ceux des enfants.

Finalement, le sort des exclus intéresse la ville tout entière : pas seulement la police et la justice, c'est assez évident. Dans le domaine du logement, l'office des H.L.M., les habitants voisins, les propriétaires de caves peuvent s'en plaindre. Dans le domaine de la consommation, les petites boutiques, mais surtout les Prisunics et les Supermarchés font la chasse aux voyous. Dans les entreprises, il n'y a pas seulement le bon patron, mais aussi le chef de service, le compagnon et le manoeuvre qui sont concernés par le problème. Ne parlons pas des cafés, des maisons de jeunes, des foyers : d'habitude, on les rejette. Finalement, les exclus, les marginaux, les « voyous » posent des problèmes à tous les niveaux de la cité : la désagrégation de la ville s'exprime à travers eux.

Quand on part en groupe avec quelques-uns, et que l'on se retrouve à la campagne ou en province, la fraternité est immédiate avec les jeunes de la rue du coin : citadins ou paysans, existerait-il une fraternité ? Quelle est donc cette dignité des exclus ?

Ils nous révèlent certainement à nous-mêmes. D'habitude, chacun de nous a une casquette et se trouve très satisfait de connaître la casquette de celui à qui il parle. Quand on a un enfant, bien des gens vous adressent la parole, qui ne l'auraient jamais osé auparavant. Avec eux, on est sans casquette, sans chapeau, tout nu : est-ce qu'on existe quand même ? est-ce qu'on a encore quelque chose à dire, quand on ne répète pas ce qu'on nous a appris ? Au niveau politique, la marge grandissante des exclus pose le problème de l'adaptation générale de notre société : que faisons-nous avec les jeunes ? que leur proposons-nous ?

Ils nous révèlent les cloisonnements incroyables de nos quartiers. Quelle chance, dans Paris, ou dans une grande ville, possède M. Dupont, serrurier de son métier, de rencontrer M. le juge s'il n'est pas inculpé, M. le Commissaire s'il n'est pas arrêté, M. le directeur du Prisunic local s'il n'est pas mécontent, M. le Maire s'il n'est pas conseiller municipal... Je ne parle pas de ces rencontres officielles où l'on ne peut rien dire, où l'on fait semblant, où l'on ne va plus, mais de ces moments où l'on rencontre quelqu'un, où l'on peut dire quelque chose de personnel. Il n'y a plus que les amis, et finalement ils ne sont pas si nombreux. Alors ces cafés un peu crasseux, ces terrains vagues où l'on peut jouer aux boules, ces squares

J'ai un peu durci les intentions du 6^e Plan, et je les présente en catastrophe. Essayons au contraire de les reconnaître positivement. Comment donc, sur un secteur particulier, imaginer le jeu des pouvoirs publics, des travailleurs sociaux et des usagers ? Existe-t-il une disposition qui leur permette de se reconnaître et de vivre ensemble ?

Qu'est-ce que c'est que cette action globale dont les congrès et les discours nous annoncent l'opportunité ? « Il est des inadaptations qui n'existent ou ne sont révélées qu'en fonction du milieu, ou à cause de celui-ci. Il faut donc, non seulement, agir à partir du milieu, mais aussi agir sur le milieu¹. » Sur notre secteur, nous avons constaté qu'après avoir difficilement traité une bande sur un îlot, les jeunes reprenaient en bande la relève : il fallait donc, en même temps, intervenir sur les familles, sur l'îlot tout entier. L'action globale ne fait pas que rendre « indispensable le développement des interventions en milieu naturel de caractère globalisé, c'est-à-dire intégrant les divers types d'action préventive, curative et promotionnelle, s'adressant non seulement à l'enfant mais aussi à son environnement² », l'action globale ruine le concept d'inadaptation : il n'y a plus d'enfants normaux et d'enfants anormaux, des jeunes adaptés et des inadaptés ; une jeunesse tend à vivre sur un secteur donné, elle demande à vivre, elle voudrait vivre.

L'action globale sectorisée part justement de cette demande vitale, de cette souffrance dans nos villes : l'insignifiance de notre vie quotidienne urbaine — longue perte de temps dans les transports, absence d'expression festive, multiplication des gadgets — devient évidente et insupportable aux jeunes qui demandent à vivre. Cette demande peut être prise au sérieux, sans être totalement récupérée par les responsables : souvent cri de révolte, toujours expression d'une souffrance, elle doit être reconnue. Alors que toutes les décisions sont actuellement prises par les responsables, sans consultation locale, l'action globale vise un *renversement total de perspective* ; la consultation locale peut s'organiser effectivement, devenir rationnelle et entraîner la décision. Le développement des grandes villes a brisé l'accord qui pouvait exister entre le pouvoir et les usagers, de sorte que les responsables seuls sont déclarés aptes à définir le rythme et la qualité des changements sur le secteur. Les usagers en sont réduits, tout en profitant des avantages qu'on leur fournit, à se désintéresser de leur ville, à fuir toute

1. « Propositions pour une politique d'action sociale en faveur de l'enfance », édition photocopiée, p. 23.

2. *Ibid.*, p. 23.

QUELLE SECTORISATION ?

d'autre part, on veut à l'échelon départemental certains représentants des usagers dans une structure communautaire.

Posons plus largement la question : à qui peut profiter la sectorisation ?

— *Aux pouvoirs publics* : dans nos villes, le contrôle policier se révèle moins pertinent que dans l'ancien village où chacun faisait respecter la loi. Si l'on voulait éviter les petits délits, il faudrait une telle force policière qu'elle grèverait lourdement le budget de l'Etat. L'éducation scolaire, encore agrémentée par les catéchismes religieux, permet d'inculquer l'idéologie nationale ; la télévision se joint à son effort positif. Les pouvoirs publics peuvent fort bien utiliser les travailleurs sociaux comme de nouveaux agents de l'ordre public : faisant descendre leurs décrets au niveau du secteur, ils peuvent fort bien ne tenir aucun compte de la remontée des informations, et ainsi préserver un statu quo. La sectorisation serait alors un moyen de décentraliser les décisions, d'assurer leur bonne exécution, leur fidélité à l'idéologie globale. Ainsi les chômeurs chômeraient, les délinquants délinqueraient, les drogués se drogueraient, selon les possibilités budgétaires, dans la marge qu'on leur laisserait.

— *Aux travailleurs sociaux*, qui prennent conscience de leur nombre et de leur importance. Ils détiennent en effet des informations de tout premier ordre : les échecs du système, les ratés de la consommation, les déchets de la production du monde moderne. Se concertant sur un secteur, ils pourraient exercer une sorte de chantage sur le pouvoir politique : je te donne des informations ou des voix, tu me donnes un nouveau poste ou une augmentation. Leurs disciplines différentes permettraient d'opérer une pression morale concertée sur l'usager et sur les pouvoirs publics. Présents dans les équipements aussi bien que dans les habitations, ils pourraient surveiller, évaluer, contrôler tout mouvement de la population.

— *Aux usagers* ? Pour le moment, il n'en est guère question ; les usagers doivent se préparer à être de nouveau les victimes de la sectorisation. Au lieu d'être simplement la cible des partis politiques, ils risquent d'être également celle des travailleurs sociaux : si ceux-ci s'entendent, la pression risque d'être très lourde mais en même temps si adaptée qu'elle n'entraînera aucune révolte. Les charges financières de l'Etat risquent seulement d'augmenter tant et tant que l'adaptation deviendra réservée à une élite.

★

PATRICK GIROS

où l'on peut promener les petits deviennent les refuges urbains de l'humanisme, mais aussi de la marginalité.

Ils nous révèlent un système finalement implacable qui a tendance à nous maîtriser, à nous parcelliser, à nous réduire. Les exclus, les marginaux nous rappellent que nous sommes des hommes et qu'il nous faut nous libérer. Nous reconnaître d'abord dans nos chaînes, exploités, endoctrinés, endormis, rassasiés, pour nous lever et nous rassembler, responsables de nos logements, de nos commerces, de nos élus. Leur révolte nous appelle : c'est un signe qu'il faut apprendre à lire socialement, à mesurer efficacement.

Mais si l'on ressent tout cela et qu'on veut le crier, on a peur de se faire récupérer : le pouvoir politique est prompt à lire les signes, et à se reconnaître comme le seul prophète. J'ai rencontré au Canada, mais aussi en France, des « vedettes » incarnant certainement un espoir populaire, mais le gardant pour eux, de sorte que l'espoir, lorsqu'il vient au pouvoir, s'institutionnalise tant et tant qu'il perd tout impact, toute puissance. Le travail social a certes ses fonctionnaires poussiéreux, il a également ses vedettes, aussi prestigieuses dans un certain milieu que tristes dans leurs ambitions.

Sommes-nous donc au rouet ? Déchirés entre cette plainte incessante dont nous connaissons les responsables, et le silence de ces responsables. Les travailleurs sociaux, dans leur malaise, vont-ils trouver une issue ? Reconnaisant les conflits, vont-ils eux aussi garder le silence et devenir coresponsables ? Ou bien vont-ils se plaindre, au risque d'irriter, au risque d'attirer l'opprobre, ou la répression ?

★

La sectorisation telle que je la rêve, me paraît être une réponse, une « utopie concrète », adaptée à la situation ; attention, pas n'importe quelle sectorisation.

J'ai lu avec un vif intérêt dans les « Propositions pour une politique d'action sociale en faveur de l'enfance » la définition de la sectorisation : « politique générale de coordination qui doit se faire organiquement à partir de la base et sous forme de concertation, afin que des liens étroits s'établissent entre les différents services d'établissements ». Quelle base ? S'agit-il justement des usagers ou bien des institutions normalement à leur service ? L'ambiguïté demeure tout au long du texte : d'une part, on retient l'hypothèse d'un secteur pour 25 000 habitants (on ne voit pas bien pourquoi c'est par tranche de 25 000 que les habitants peuvent se reconnaître en secteurs) ;